

Au-delà de l'emploi... les activités de travail.

Si nous ne voulons plus que l'emploi soit la variable d'ajustement des réalisations de profit, de plus-value ou de récession, il faut en finir avec cette notion qui est intimement et mécaniquement liée à celle de chômage et de subordination. Il faut sortir de ce paradigme aliénant pour franchir une étape qualitative qui permette à chaque personne de disposer d'un droit à la création de richesses et ainsi de bénéficier des ressources permettant le plein exercice de ce droit.

Si nous restons enfermés dans « l'emploi » et ce qu'il représente aujourd'hui, nous ne connaissons que des déboires et des défaites puisque l'adversaire tend à transformer cela en contrats de louage d'ouvrages ou de services. Ceci au niveau de toute la planète quelles que soient les formes historiques prises par les relation capital – travail.

Il nous faut donc procéder à un basculement culturel qualitatif qui nous fasse oublier la relation contractuelle « emploi » qui devient aujourd'hui de plus en plus un carcan régressif afin de fonder au-delà un droit au bien vivre qui supplanterai tous les autres droits. En particulier le droit de propriété lucrative, c'est-à-dire celle qui permet d'accumuler des biens, des services et des savoirs pour exercer un pouvoir au nom d'une caste capitaliste.

Dans cette nouvelle culture de développement, la dynamique sociale surplomberait toute dynamique économique. Il s'agit de réaliser très pratiquement l'inverse de ce que l'économie libérale financière de profit a imposé dans toutes les sphères de la société comme culture hégémonique.

Conclusion : si par exemple une sécurité d'emploi ou de formation peut être considérée comme une étape programmatique, il faut aller bien au-delà pour mettre en perspective le dépassement du capitalisme. Il n'y a pas d'autres solutions dès lors que de réfléchir, non pas en partant de l'emploi, mais en redécouvrant ce qu'est le travail et en plaçant celui-ci, sous toutes ses formes comme activité humaine créatrice de richesses et de valeurs, au cœur de toute démarche radicale de transformation.

Mettons-nous alors une chose simple dans la tête qui semble pourtant extrêmement difficile à extirper dans nos incantations politiques, sociales ou associatives : le travail ce n'est pas l'emploi. Le travail c'est l'humain, l'emploi en est le cadre économique-juridique régressif et aliénant. Pour libérer les humains il faut libérer le travail car celui-ci est un fondement anthropologique de l'humanisation avec la pensée et le langage.

Alors, cinq propositions :

- **Défendre les situations actuelles, les garanties et les droits et chercher à les élargir. Un tel objectif demeure évidemment tout à fait légitime mais exige de situer cette bataille en cohérence avec une perspective libératrice fortement et clairement affichée.**
- **Affirmer le travail comme cœur d'une démarche de sortie de crise, avec une définition du travail qui n'a rien à voir avec la torture dans l'emploi dont il faudrait s'émanciper ! Le travail est fondateur de l'humanité. Il est immensément plus grand que l'emploi !**
- **Affirmer que les travailleurs, salariés ou non, créateurs de la richesse doivent accéder aux pouvoirs pour pouvoir produire ce dont l'humanité a besoin : les sécurités pour vivre, la maîtrise et le respect des temporalités de la vie humaine et de la nature, les capacités à décider ensemble.**
- **Engager un travail de projet et de propositions pour construire un nouvel état de droit articulant les enjeux du travail humain libéré de l'exploitation avec les mobilisations financières et les avancées démocratiques.**
- **Construire ou reconstruire la légitimité d'une telle démarche, de tels objectifs à partir de l'activité réelle de celles et ceux qui travaillent, en allant à la découverte de ce que leur « travail réel » permet de créer comme capacité à dépasser les situations actuelles, pour de nouvelles démarches communes. Il s'agit là d'un basculement culturel dans l'approche des rapports de classe et d'une démarche révolutionnaire. Elle se débarrasserait d'une mythologie et d'une nostalgie du temps passé des prédicateurs – prêcheurs pour refonder des consciences et convergences transformatrices. Une « sécurité sociale du travail » est-elle inimaginable à l'issue d'un tel processus pour reconnaître et garantir toutes les activités créatrices de valeurs ?**